

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29658]

19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les procédures d'élection des Directeurs-Présidents et des Directeurs de catégorie des Hautes Ecoles organisées et subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles et l'article 68, modifié par le décret du 30 juin 2006, et l'article 69bis, inséré par le décret du 11 avril 2014;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu la concertation du 28 mars 2014 avec les pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles;

Vu la concertation du 12 mars 2014 avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire, conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu l'avis n° 56.273/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *De l'établissement des listes de candidats à la fonction de directeur-président et aux fonctions de directeur de catégorie*

Article 1^{er}. Pour l'établissement de la liste des trois candidats à la fonction de Directeur-Président, sont électeurs les membres des différentes catégories du personnel de la Haute Ecole qui prestent au minimum un dixième d'un horaire complet au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales. Les membres du personnel doivent être statutaires ou disposer d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture de ces listes.

Art. 2. Sans préjudice de l'article 100 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, pour l'établissement de la liste des trois candidats à la fonction de Directeur de Catégorie, sont électeurs les membres des personnels de la Haute Ecole, affectés en tout ou en partie à la catégorie concernée, qui prestent au moins un dixième d'un horaire complet au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales. Les membres du personnel doivent être statutaires ou disposer d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture de ces listes.

Art. 3. Le secrétariat de la Haute Ecole établit la liste des électeurs pour chaque élection, le cas échéant par catégorie d'enseignement organisée. Elle est clôturée quatre semaines avant la date de l'élection visée par le présent arrêté. Ces listes électorales sont rendues publiques par voie d'affichage dès leur clôture. Elles peuvent être également consultées au secrétariat de la Haute Ecole.

Art. 4. A chaque élection, une Commission électorale est instituée. Elle est composée de cinq membres du personnel de la Haute Ecole, désignés par les autorités académiques de la Haute Ecole sur avis du Collège de direction en dehors des candidats. Cette Commission désigne son président.

Le secrétaire de la Commission électorale est désigné par le Président de la Commission électorale.

Un observateur, désigné par l'organe de concertation local, est invité aux réunions de cette commission.

Art. 5. § 1^{er}. La Commission électorale fixe son règlement d'ordre intérieur, dirige toutes les opérations électorales et veille au bon déroulement et à la régularité de celles-ci.

§ 2. Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans l'organisation et le déroulement des élections est adressée sous pli recommandé au Président de la Commission électorale, au plus tard dans les trois jours qui suivent l'affichage des résultats visée aux articles 11 et 14. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé au jour qui suit.

L'introduction de la plainte peut également être faite par la remise d'un écrit au Président de la Commission électorale dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}. La signature apposée par le Président sur le double de cet écrit ne vaut que comme accusé de réception de l'introduction de la plainte.

La Commission électorale statue dans les cinq jours de l'introduction d'une plainte déposée conformément aux alinéas précédents. Lorsqu'une élection est annulée par la Commission électorale, un nouveau scrutin a lieu dans les dix jours qui suivent cette annulation. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé au jour qui suit.

CHAPITRE II. — *Des candidats*

Section 1^{re}. — *Des directeurs de catégorie*

Art. 6. Sans préjudice de l'article 100 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les autorités académiques de la Haute Ecole, soit par affichage soit par valves électroniques, font appel aux candidatures en vue de l'élection aux fonctions de Directeur de catégorie au moins entre la huitième et la sixième semaine qui précèdent la fin du mandat du Directeur de catégorie en fonction. Les semaines comprises entre le 15 juillet et le 15 août, ainsi que les deux semaines de vacances d'hiver ou les deux semaines de vacances de printemps, ne sont pas prises en compte.

Art. 7. Les postulants à la fonction de Directeur de catégorie déposent leur candidature auprès des autorités académiques dans le courant de la première quinzaine qui suit la publication de l'appel à candidatures. Leurs noms sont affichés au plus tard le premier jour qui suit l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé au jour qui suit.

Section 2. — Du Directeur-Président

Art. 8. Les autorités académiques de la Haute Ecole, soit par affichage soit par valves électroniques, font appel aux candidatures en vue de l'élection aux fonctions de Directeur-Président au plus tard la sixième semaine qui précède la fin du mandat du Directeur-Président en fonction. Les semaines comprises entre le 15 juillet et le 15 août, ainsi que les deux semaines de vacances d'hiver ou les deux semaines de vacances de printemps, ne sont pas prises en compte.

Art. 9. Les postulants à la fonction de Directeur-Président déposent leur candidature auprès des autorités académiques de la Haute Ecole dans le courant de la première quinzaine qui suit la publication de l'appel à candidatures. Leurs noms sont affichés au plus tard le premier jour qui suit l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé au jour qui suit.

CHAPITRE III. — *Du scrutin**Section 1^{re}. — Des directeurs de catégorie*

Art. 10. Le scrutin n'est valable que si la majorité des membres du personnel de la catégorie d'enseignement organisée concernée a voté. Le vote est secret. Chaque électeur dispose d'une voix.

Art. 11. A l'issue du scrutin, les personnes qui, par catégorie d'enseignement organisée, ont obtenu le plus de voix sont portées candidates. Leurs noms sont immédiatement affichés.

Art. 12. Si aucune plainte n'a été introduite auprès de la Commission électorale visée à l'article 4, les résultats des élections sont adressés par le Directeur-Président au pouvoir organisateur au plus tard le quatrième jour qui suit la date de clôture des élections. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé au jour qui suit.

Si la Commission électorale est saisie d'une plainte, les résultats ne seront transmis que le neuvième jour qui suit la date de clôture des élections.

En cas de parité, la liste transmise aux autorités académiques comporte, outre les deux premiers candidats, les candidats classés troisième ayant obtenu un nombre identique de voix.

Section 2. — Du Directeur-Président

Art. 13. Le scrutin n'est valable que si la majorité des membres du personnel de la Haute Ecole a voté. Le vote est secret. Chaque électeur dispose d'une voix.

Art. 14. A l'issue du scrutin, les personnes qui ont obtenu le plus de voix sont portées candidates. Leurs noms sont immédiatement affichés.

Art. 15. Si aucune plainte n'a été introduite auprès de la Commission électorale visée à l'article 4, les résultats des élections sont adressés par le membre le plus ancien en fonction au sein du Collège de direction au pouvoir organisateur au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit la date de clôture des élections.

Si la Commission électorale est saisie d'une plainte, les résultats ne seront transmis que le neuvième jour qui suit la date de clôture des élections.

En cas de parité, la liste transmise aux autorités académiques comporte, outre les deux premiers candidats, les candidats classés troisième ayant obtenu un nombre identique de voix.

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social, des Conseils de catégorie et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française*

Art. 16. L'article 52 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social, des Conseils de catégorie et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 52. Pour l'établissement de la liste des trois candidats à la fonction de Directeur-Président, sont électeurs les membres des différentes catégories du personnel de la Haute Ecole qui prestent au minimum un dixième d'un horaire complet en fonction principale au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales. Les membres du personnel doivent être statutaires ou disposer d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture de ces listes. »

Art. 17. Le § 2 de l'article 56 du même arrêté est supprimé.

Art. 18. L'alinéa 3 de l'article 57 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Sont électeurs les membres des personnels de la Haute Ecole qui prestent au minimum un dixième d'un horaire complet au sein de la catégorie dans laquelle il est procédé au remplacement du directeur, à la date de clôture des listes électorales. Les membres du personnel doivent être statutaires ou disposer d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture de ces listes. »

Art. 19. Le § 2 de l'article 63 du même arrêté est supprimé.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 20. Les élections en cours ou clôturées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne sont pas visées par les dispositions de cet arrêté.

Art. 21. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29658]

19 JUNI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verkiezingsprocedures van Directeur-Présidenten en Categoriédirecteurs van de Hogescholen georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en artikel 68, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, en artikel 69*bis*, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het overleg van 28 maart 2014 met de inrichtende machten van de Hogescholen;

Gelet op het overleg van 12 maart 2014 met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op het advies nr. 56.273/2 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Opmaken van lijsten voor de verkiezing van kandidaten voor het ambt van directeur-voorzitter en de ambten van categoriédirecteur

Artikel 1. Voor het opmaken van de lijst met drie kandidaten voor het ambt van Directeur-Voorzitter worden kiezers de leden van de verschillende personeelscategorieën van de Hogeschool die op de datum van de afsluiting van de kieslijsten minimum één tiende van een volledige tijdsbezetting binnen deze presteren. De personeelsleden moeten over een contract- of statutair verband met de hogeschool beschikken en dit, tijdens elk van de drie jaren voorafgaand aan de datum van de afsluiting van deze lijsten.

Art. 2. Onverminderd artikel 100 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, voor het opmaken van de lijst met drie kandidaten voor het ambt van Categoriédirecteur, worden kiezers de personeelsleden van de Hogeschool, die volledig of gedeeltelijk aangewezen worden voor de betrokken categorie, en die op de datum van de afsluiting van de kieslijsten minimum één tiende van een volledige tijdsbezetting binnen deze presteren. De personeelsleden moeten over een contract- of statutair verband met de Hogeschool beschikken tijdens elk van de drie jaren voorafgaand aan de datum van afsluiting van deze lijsten.

Art. 3. Het secretariaat van de Hogeschool stelt de kieslijst op voor elke verkiezing, in voorkomend geval per georganiseerd onderwijscategorie. Ze wordt vier weken vóór de verkiezingsdatum bedoeld in dit besluit afgesloten. De kieslijsten worden bekendgemaakt door aanplakking bij de afsluiting ervan. Ze kunnen ook geraadpleegd worden aan het secretariaat van de Hogeschool.

Art. 4. Bij elke verkiezing wordt een verkiezingscommissie opgericht. Ze is samengesteld uit vijf personeelsleden van de Hogeschool, aangewezen door de academische overheden van de Hogeschool op advies van het Directiecollege buiten de kandidaten. Deze Commissie stelt haar voorzitter aan.

De secretaris van de Verkiezingscommissie wordt aangesteld door de Voorzitter van de Verkiezingscommissie.

Een waarnemer, aangesteld door het plaatselijk overlegorgaan, wordt uitgenodigd op de vergaderingen van deze commissie.

Art. 5. § 1. De Verkiezingscommissie bepaalt haar huishoudelijk reglement, voert alle verkiezingsoperaties en zorgt voor het goede verloop en de regelmatigheid ervan.

§ 2. Elke klacht betreffende een of andere onregelmatigheid in de organisatie en het verloop van de verkiezingen wordt per aangetekende brief aan de Voorzitter van de Verkiezingscommissie gestuurd, ten laatste binnen de drie dagen nadat de resultaten bedoeld in de artikelen 11 en 14 worden aangeplakt. Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag verstrijkt, wordt deze verlengd tot de dag daarna.

De klacht kan ook ingediend worden door een geschreven tekst te bezorgen aan de Voorzitter van de Verkiezingscommissie binnen de termijn bedoeld in het eerste lid. De handtekening geplaatst door de Voorzitter op het dubbele van die geschreven tekst geldt slechts als ontvangstbewijs van de indiening van de klacht.

De Verkiezingscommissie beslist binnen de vijf dagen over de indiening van een klacht neergelegd overeenkomstig de vorige leden. Wanneer een verkiezing door de Verkiezingscommissie nietig verklaard wordt, wordt een nieuwe stemming georganiseerd binnen de tien dagen na deze nietigverklaring. Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag verstrijkt, wordt deze verlengd tot de dag daarna.

HOOFDSTUK II. — *Kandidaten*

Afdeling 1. — Categoriedirecteurs

Art. 6. Onverminderd artikel 100 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, doen de academische overheden van de Hogeschool ofwel bij aanplakking, ofwel langs elektronische aankondigingsborden, een beroep op de kandidaturen met het oog op de verkiezing voor de ambten van Categoriedirecteur ten minste tussen de achtste en zesde week voorgeand aan het einde van het mandaat van Categoriedirecteur in dienst. De weken tussen 15 juli en 15 augustus, alsook de twee weken wintervakantie of de twee weken lentevakantie, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 7. De kandidaten voor het ambt van Categoriedirecteur dienen hun kandidatuur in bij de academische overheden in de loop van de eerste veertien dagen volgend op de bekendmaking van de oproep tot kandidaten. Hun namen worden aangeplakt ten laatste de eerste dag volgend op het verstrijken van de termijn voorzien voor de indiening van de kandidaturen. Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag verstrijkt, wordt deze verlengd tot de dag daarna.

Afdeling 2. — Directeur-Voorzitter

Art. 8. De academische overheden van de Hogeschool, doen, ofwel bij aanplakking, ofwel langs elektronische aankondigingsborden, een beroep op de kandidaturen met het oog op de verkiezing voor de ambten van Directeur-Voorzitter ten laatste de zesde week voorafgaand aan het einde van het mandaat van Directeur-Voorzitter in dienst. De weken tussen 15 juli en 15 augustus, alsook de twee weken van wintervakantie of de twee weken van lentevakantie, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 9. De kandidaten voor het ambt van Directeur-Voorzitter dienen hun kandidatuur in bij de academische overheden van de Hogeschool in de loop van de eerste veertien dagen volgend op de bekendmaking van de oproep tot kandidaten. Hun namen worden aangeplakt ten laatste de eerste dag volgend op het verstrijken van de termijn voorzien voor de indiening van de kandidaturen. Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag verstrijkt, wordt deze verlengd tot de dag daarna.

HOOFDSTUK III. — *Stemming*

Afdeling 1. — Categoriedirecteurs

Art. 10. De stemming is slechts geldig als de meerderheid van de personeelsleden van de betrokken georganiseerde onderwijscategorie gestemd heeft. De stemming is geheim. Elke kiezer beschikt over een stem.

Art. 11. Na de stemming worden de personen die, per georganiseerde onderwijscategorie, de meeste stemmen hebben behaald, tot kandidaat voorgedragen. Hun namen worden onmiddellijk aangeplakt.

Art. 12. Indien geen enkele klacht ingediend wordt bij de Verkiezingscommissie bedoeld in artikel 4, worden de resultaten van de verkiezingen door de Directeur-Voorzitter aan de inrichtende macht bezorgd en dit, ten laatste de vierde dag na de datum van de afsluiting van de verkiezingen. Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag verstrijkt, wordt deze verlengd tot de dag daarna.

Indien de Verkiezingscommissie een klacht ontvangt, zullen de resultaten slechts de negende dag volgend op de datum van de afsluiting van de verkiezing bezorgd worden.

Bij staking van stemmen bevat de lijst die aan de academische overheden bezorgd wordt, naast de twee eerste kandidaten, de kandidaten die als derde gerangschikt worden en die een gelijk aantal stemmen behaald hebben.

Afdeling 2. — Directeur-Voorzitter

Art. 13. De stemming is slechts geldig als de meerderheid van de personeelsleden van de Hogeschool gestemd heeft. De stemming is geheim. Elke kiezer beschikt over een stem.

Art. 14. Na de stemming worden de personen die de meeste stemmen hebben behaald, tot kandidaat voorgedragen. Hun namen worden onmiddellijk aangeplakt.

Art. 15. Indien geen enkele klacht bij de Verkiezingscommissie bedoeld in artikel 4 ingediend wordt, worden de resultaten van de verkiezingen door het oudste lid in dienst binnen het Directiecollege aan de inrichtende macht bezorgd, en dit ten laatste de vierde werkdag volgend op de datum van de afsluiting van de verkiezingen.

Indien de Verkiezingscommissie een klacht ontvangt, zullen de resultaten slechts bezorgd worden de negende dag volgend op de datum van de afsluiting van de verkiezingen.

Bij staking van stemmen bevat de lijst die aan de academische overheden bezorgd wordt, naast de twee eerste kandidaten, de kandidaten die als derde gerangschikt worden en die een gelijk aantal stemmen behaald hebben

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad, de categorieraden en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen.*

Art. 16. Artikel 52 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad, de categorieraden en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 52 . Voor het opmaken van de lijst met drie kandidaten voor het ambt van Directeur-Voorzitter worden kiezers de leden van de verschillende personeelscategorieën van de Hogeschool die op de datum van de afsluiting van de kieslijsten minimum één tiende van een volledige tijdsbezetting in hoofdambt binnen deze presteren. De personeelsleden moeten over een contract- of statutair verband met de hogeschool beschikken tijdens elk van de drie jaren voorafgaand aan de datum van de afsluiting van deze lijsten. »

Art. 17. § 2 van artikel 56 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 18. Het derde lid van artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Worden kiezers de personeelsleden van de Hogeschool die op de datum van de afsluiting van de kieslijsten minimum één tiende van een volledige tijdsbezetting binnen de categorie presteren waarin de directeur vervangen wordt. De personeelsleden moeten over een contract- of statutair verband met de Hogeschool beschikken tijdens elk van de drie jaren voorafgaand aan de datum van de afsluiting van deze lijsten. ».

Art. 19. § 2 van artikel 63 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 20. De verkiezingen die aan de gang of afgesloten zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, zijn niet bedoeld bij de bepalingen van dit besluit.

Art. 21. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206623]

23 OCTOBRE 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Namur, le 23 octobre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 31 (se2014) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 octobre 2014.

Discussion.

Vote.